

**ALLOCUTION DE M. MUSTAFA HAIDI MKULO (PARLEMENTAIRE)
MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DE
LA RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE, À L'OCCASION DES
ASSEMBLÉES ANNUELLES DU GROUPE DE LA BAD TENUES LES
27 ET 28 MAI 2010
À ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE**

Monsieur le Président,
Monsieur le Président du Groupe de la Banque africaine de développement,
Mesdames et messieurs les gouverneurs,
Honorables délégués,
Mesdames, Messieurs,

1. Au nom du Gouvernement de la République Unie de Tanzanie et en mon nom propre, je voudrais exprimer ma profonde gratitude et mes vifs remerciements au Gouvernement et au peuple de la République de Côte d'Ivoire, pour avoir bien voulu abriter ces assemblées et pour l'accueil et la chaleureuse hospitalité qu'ils ont réservés à ma délégation et à moi-même. Qu'il me soit également permis de remercier et de féliciter le Groupe de la BAD pour les excellentes dispositions qu'il a prises pour la réussite de cet événement.

2. **M. le Président**, je voudrais féliciter le Président du Groupe de la Banque, M. Donald Kaberuka, pour sa réélection à l'unanimité à la tête de la Banque africaine de développement. Cette réélection témoigne de la confiance que les actionnaires placent dans sa capacité à présider aux destinées de l'institution. Nous le félicitons également pour son leadership ferme et visionnaire et la bonne tenue du Groupe de la Banque lors des crises financières et alimentaires mondiales. Nous saluons également la création d'une nouvelle vice-présidence au sein du Groupe de la Banque.

3. **M. le Président**, ces quelques dernières années, des discussions ont eu lieu sur un certain nombre de questions intéressantes, y compris : le changement climatique et le financement du développement ; le changement climatique – quelles incidences sur l'agriculture et la sécurité alimentaire ; mesurer le développement dans les économies rurales et informelles fondées sur les ressources ; et rééquilibrer le rôle de l'État et du marché. En effet, nous avons beaucoup à apprendre et à partager, en dépit de nos différentes situations socioéconomiques. J'exhorte le Groupe de la BAD à continuer de mener de telles initiatives novatrices qui favorisent l'élargissement de nos interactions.

4. **M. le Président**, au chapitre du changement climatique, nous invitons les pays développés à s'engager à renforcer les capacités institutionnelles des pays en développement, afin de les aider à faire face aux effets néfastes du changement climatique. Nous demandons aux pays développés de s'engager en faveur du déploiement, de la diffusion et du transfert de technologies vers les pays en développement, sur la base des principes d'accessibilité, d'abordabilité, d'opportunité et d'adaptabilité. En outre, nous souhaitons une réduction de 40 pour cent des émissions de carbone à l'horizon 2020.

5. **M. le Président**, la majorité des pays africains ont reconnu l'importance du secteur privé en tant que moteur de croissance et de développement. Bon nombre d'entre eux mettent en œuvre d'importantes réformes destinées à créer un environnement favorable au développement du secteur privé. Nous félicitons la Banque pour l'intensification de l'investissement dans le secteur privé en Afrique. Nous avons noté, avec satisfaction, l'impact positif de la Banque dans ce secteur. À titre d'exemple, ces deux dernières années, le volume des opérations approuvées en faveur du secteur privé est passé de 901,2 millions d'UC en 2008 à 1,16 milliard d'UC à la fin de 2009, un chiffre de loin supérieur à la cible d'avant crise. Nous nous félicitons également de l'accent que vous continuez de mettre sur le financement des opérations du secteur privé. Nous sommes particulièrement heureux de noter que, fin 2009, le volume de financement des projets du secteur public a également augmenté,

passant à 6,92 milliards d'UC. De même, en 2009, le FAD a octroyé 2,43 milliards d'UC aux pays membres à faible revenu pour le financement d'opérations de développement. Les opérations de la Banque dans ce secteur ont été marquées par une forte concentration en début de période des ressources, dont l'objectif était d'aider les différents pays à faire face à des défis urgents. La Tanzanie fait partie des principaux bénéficiaires de ces ressources. Les pays membres régionaux ont utilisé ces ressources pour accélérer la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

6. **M. le Président**, pour ce qui est de l'augmentation générale du capital, nous saluons le Canada et la Corée pour leur engagement à souscrire des actions supplémentaires auprès de la Banque. Aussi voudrions-nous encourager d'autres pays membres à leur emboîter le pas. Nous saluons également la Direction pour la proposition d'augmentation substantielle du capital du Groupe de la Banque, qui repose sur le fait que la demande d'aide au développement auprès de la Banque dépasse nettement les ressources actuellement disponibles et que, si l'on ne fait rien, l'institution dépassera ses limites prudentielles d'ici à 2012. C'est pourquoi, l'augmentation du capital est d'une nécessité pressante, afin de permettre à la Banque de poursuivre son programme de prêt, de mobiliser des fonds sur les marchés des capitaux, et de mener à bien sa mission, à savoir contribuer au développement économique et social de ses pays membres régionaux.

7. **M. le Président**, s'agissant de la Douzième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (FAD-XII), nous encourageons la Direction et les gouverneurs du FAD représentant les États participants à écrire aux plénipotentiaires du FAD ou gouverneurs, pour souligner la nécessité d'une reconstitution plus substantielle qui soit à la mesure de l'augmentation générale du capital que nous venons de conclure, car la Banque ne peut atteindre ses objectifs ambitieux sans disposer de davantage de ressources.

8. **M. le Président**, en ce qui concerne la décentralisation, je félicite la Banque d'avoir ouvert 26 bureaux extérieurs à la fin de 2009. Toutefois, je voudrais insister sur la nécessité de renforcer le rythme de rationalisation et d'adopter des processus opérationnels plus souples, de nature à habiliter les bureaux extérieurs à jouer un rôle plus important en matière de passation de marchés et de décaissement, afin de réduire davantage les coûts de transaction, les délais et les lenteurs bureaucratiques. En Tanzanie, le bureau de la BAD est habilité à gérer des négociations de prêt, la signature de prêts, l'administration de prêts, la gestion de portefeuille, la supervision de prêts, le dialogue et la communication avec le gouvernement. À l'heure actuelle, nous avons noté une amélioration de la gestion du portefeuille et des processus de décaissement et de passation de marchés. Cette délégation de pouvoirs a également contribué, dans une large mesure, à réduire les coûts de transaction, parce que, dorénavant, je n'ai plus besoin de me rendre à Tunis pour négocier ou signer des prêts. Cette nouvelle donne est louable et devrait être encouragée pour le reste des bureaux extérieurs. En vue de renforcer encore plus les bureaux extérieurs, nous exhortons la Banque à recruter et affecter des experts du secteur privé aux bureaux nationaux pour s'occuper des opérations dudit secteur.

9. **M. le Président**, la Tanzanie est un des pays où l'aide au développement fournie par les partenaires se fait, en partie, sous forme d'appui budgétaire général. La Banque fait partie de ces partenaires. En 2009/10, la BAD a bien présidé le groupe des partenaires dans leurs relations avec le gouvernement de mon pays. Sous la bonne direction de Mme Siphon Moyo, représentante résidente de la BAD en Tanzanie, nous avons pu entreprendre, en novembre 2009, une revue annuelle satisfaisante de l'appui budgétaire général. Sous l'impulsion de

Mme Moyo, nous avons également noté une amélioration du dialogue entre le gouvernement et les partenaires au développement fournisseurs de l'appui budgétaire général. Sous sa présidence du groupe de partenaires, nous avons enregistré d'autres réalisations telles que l'utilisation accrue de la structure de dialogue convenue et une communication renforcée sur les documents de dialogue avec le gouvernement. Nous remercions et félicitons Mme Moyo et la Banque pour ces réalisations.

10. *Enfin, M. le Président*, permettez-moi de conclure en remerciant, une fois de plus, la Direction de la Banque pour l'excellente organisation des assemblées. Je voudrais également remercier le Président Kaberuka pour le leadership constant et ferme avec lequel il a su mener les réformes à la Banque. Je voudrais louer les efforts inlassables qu'il a déployés pour renforcer la situation financière de la Banque. Qu'il me soit également permis de féliciter les nouveaux vice-présidents, les nouveaux Conseils d'administration de la Banque et du Fonds et de leur souhaiter plein succès dans leurs fonctions, en les assurant de notre coopération pleine et entière dans le cadre de leur rôle de supervision du Groupe de la Banque au plus haut niveau. Je suis persuadé que la nouvelle équipe travaillera en étroite collaboration avec le Président Kaberuka, pour la réussite des réformes qu'il a engagées. Nous espérons travailler avec le Président et son équipe, en vue de faire en sorte que la Banque réponde aux besoins et aspirations de la population africaine. Je voudrais également remercier les administrateurs sortants pour leurs résultats remarquables, en leur souhaitant une bonne continuation dans les nouvelles entreprises de leur choix.

Je vous remercie.